

Le peuple espagnol et la révolution

1. DE LA MONARCHIE A LA RÉPUBLIQUE

Depuis le 18 juillet 1936, une guerre acharnée met l'Espagne à feu et à sang, et l'on ignore encore — en général — à l'étranger, lequel des deux partis représente l'idéal commun à la majorité du peuple d'Espagne. De même que, sur les fronts, des étrangers combattent des deux côtés, de même que, dans les deux territoires, l'on trouve des diplomates accrédités par des pays qui reconnaissent la légitimité exclusive de celui des gouvernements avec lequel ils traitent, le monde entier est divisé en partisans de Burgos et de Barcelone. Il ne s'agit pas, en effet, d'un conflit mettant aux prises des Espagnols différenciant d'opinion sur le meilleur régime applicable à leur pays, mais celui-ci est devenu le champ clos où luttent les deux idéologies qui partagent le monde : marxisme international d'une part, soutenu par les pays plus ou moins « front populaire », nationalisme de l'autre, soutenu par ce qu'il est convenu de nommer les « fascismes ».

Et ceci explique comment l'opinion publique dans le monde connaît si peu la volonté du peuple espagnol, l'esprit partisan ayant naturellement déformé ou travesti, systématiquement, les faits qui permettent de juger des réalités espagnoles.

L'objet de cet exposé, destiné aux Belges en particulier, est de faire un bref historique de la guerre d'Espagne et de ses causes, en dégagant, chaque fois que faire se pourra, l'expression du sentiment des Espagnols. Ceux-ci, tout de même, ont quelques droits à se prétendre bons juges en ce qui concerne les institutions qui doivent les régir; le suffrage universel contient pas mal d'indications que, démocrate ou non, on ne peut négliger sans partialité. Nous nous astreindrons à éliminer de cette étude tout événement sujet à caution ou à discussion, pour nous en tenir à des données irréfutables, dont l'exactitude pourra être contrôlée par chacun dans la presse mondiale bien informée, et de tout parti.

L'Espagne de toujours.

Quelques mots d'abord de caractéristiques espagnoles. L'Espagne est un pays inégalement et relativement peu peuplé : 24.500.000 habitants sur près de 505.000 kilomètres carrés (densité, 44; 272 en Belgique). L'Espagne est montagneuse, baignée par la Méditerranée et l'Océan Atlantique, sans grands fleuves navigables. Ses climats, ses sols, ses cultures, ses altitudes, sont très diversifiés. Des provinces y ont une densité de population voisine ou égale à la province de Liège; dans trente des cinquante provinces, elle est moindre que dans notre Luxembourg; dans l'une d'elles, elle atteint à peine 16 habitants au km². Ses aspects physiques et géographiques entravent jusqu'il y a quelques dizaines d'années les communications intérieures — la mer permettait des transports plus aisés —, empêchèrent les relations constantes, d'où résulte le brassage des populations — à dialectes et habitudes différents — pour que puisse se créer un peuple espagnol — moyen — des Andalous, Catalans, Levantins, Méditerranéens, des Galiciens et Basques, coureurs d'océans; des Castillans, Léonais, Aragonnais et Navarrais, continentaux. C'est un pays à particularismes locaux plus développés qu'en Belgique; le trait commun à tous les habitants de la Péninsule est peut-être un individualisme, un esprit de clocher, une aptitude à la « rouspétance », dont la nôtre propre — cependant si célèbre — ne donne qu'une faible idée. Le développement ferroviaire et industriel du siècle passé, cependant, a déjà rendus solidaires, économiquement, les provinces espagnoles, à part peut-être la Galice; il créa toutefois des régions à caractère industriel, bien délimitées, dans le pays. Une ressemblance encore avec la Belgique : toutes les provinces ont un terrain d'entente... le mauvais vouloir envers la capitale : Madrid, siège d'une administration bureaucratique à tendances centralisatrices. Cette administration était fort routinière et très coutuse pour un pays ruiné par un effort colonisateur d'émigration massive, séculaire, qui n'enrichit que les villes et les ports.

L'Espagne est un pays agricole, mais les déboisements qu'y opérèrent les Maures, l'élevage en grand de moutons et chèvres, ennemis des jeunes pousses (25.000.000 de têtes), ont rendu aride et sec une grande partie du territoire, dépouillé de sol arable par érosion. Quelques chiffres illustreront la situation réelle de ce pays. Des 50.452.000 hectares de terre, 44.000.000 sont susceptibles d'exploitation (souvent moyen investissement préalable de capitaux manquants). De cette superficie, 23.000.000 d'hectares ne peuvent être utilisés qu'en pâturages et pacages, 3.600.000 comme vignobles et oliveraies et 16.000.000 seulement en champs et jardins, d'ailleurs peu fertiles en général : par exemple, un hectare de froment produit en moyenne 11 quintaux et demi; 29,3 en Belgique.

De la population masculine, 55 p. c. exerçaient un métier (8 p. c. des femmes au travail, 72 p. c. étaient au service de l'agriculture (et la moitié des travailleuses), 15 p. c. dans l'ensemble des industries et mines, un pour cent dans les pêcheries, 4 1/2 dans les services publics et l'armée, 2 p. c. dans le commerce, 3 p. c. dans les transports, 2 p. c. dans les professions libérales. En 1932, on évaluait à 10.400.000,000

la production agricole, à 941.000.000 celle de l'industrie lourde et des mines, duquel chiffre il n'est pas mauvais de rapprocher celui relatif aux pêcheries : 266.000.000. Ces données montrent les différences sociales existant entre Espagne et Belgique. Chez nous, hommes au travail, 67 p. c., femmes au travail, 2 p. c. Parmi les hommes actifs, l'agriculture prend 17,1 p. c., l'industrie 53 p. c.; celle-ci est répartie par quasi tout le pays : Les usines espagnoles, par contre, cantonnées dans l'interland des ports : Catalogne et pays cantabriques, étaient protégées et travaillaient surtout pour le marché intérieur.

En résumé, l'Espagne est un pays très riche en potentiel, mais pauvre en fait. Sa fortune totale était évaluée en 1924 à 218.000.000,000 de pesetas. Le revenu de la Belgique, 16 fois plus petite et trois fois moins peuplée, à 15.000.000,000 en cette monnaie, c'est-à-dire au moins l'équivalent. Il importait socialement et économiquement, pour l'Espagne, d'améliorer le sort de la classe paysanne, de développer les campagnes, tant par la création de moyens de transport que par des travaux d'irrigation, et surtout par l'éducation professionnelle valorisant l'effort. Une classe moyenne eût dû être tégée la constitution de capitaux à investissements locaux, en réduisant les charges de l'Etat, en pratiquant l'économie financière, pour pouvoir, grâce à ces moyens, mettre en œuvre une politique assez semblable à celle de Salazar au Portugal. Le libéralisme, en Espagne, fit preuve de tendances citadines, de protectionnisme industriel, de bourgeoisisme manchestérien et anticlérical, peu en rapport avec les nécessités politiques d'un pays agricole, catholique, où deux villes atteignent le million d'habitants et où les vingt-sept cités dépassant 50.000 habitants totalisent moins de 20 p. c. de la population.

L'Espagne constitutionnelle de jadis.

L'Espagne de 1923 vivait sous le régime de la Constitution du 30 juin 1876; depuis le 3 août 1907, sous le régime du suffrage universel obligatoire des hommes âgés de 25 ans au moins. Les ministres étaient responsables devant les Chambres. Le Sénat était partie nommée et pour moitié au moins, élu. La Chambre comptait, après les élections de 1920, 417 députés, dont 223 élus sous l'étiquette de conservateurs, mais où la république trouvait des partisans (cette majorité ne datait que de 1920), il libéraux, des républicains, socialistes, réformistes, etc. Un conflit grave était né en juillet 1922 entre le Sénat et la Chambre; celle-ci avait voté le doublement de l'indemnité de député — de 6.000 à 12.000 pesetas —, le Sénat refusait, appuyé par l'opinion publique. La Chambre se vengeait par une opposition obstructionniste.

La situation était fort mauvaise en 1923. Après un demi-siècle de parlementarisme libéral, 60 p. c. de la population était totalement illettrée (75 p. c. en 1860), malgré la loi d'instruction obligatoire votée en 1857. Les routes étaient d'innombrables pistes, les chemins de fer peu modernisés; l'économie nationale négligée et, pendant que se disputaient les partis et que le peuple était miséreux, que la peseta s'effondrait en pouvoir d'achat, la Chambre ne trouvait même pas le temps d'établir le budget. De 1913 à 1920, on vécut sous le régime de « douzièmes provisoires », mais pour la même période, les comptes totalisés des finances de l'Etat montrent un déficit global de 2.881 millions de pesetas. Sans avoir pris part à la grande guerre, la dette passait de 8.800 millions à 13.167 millions, la peseta se dévalorisait à l'extérieur de 12 p. c.; chaque exercice clôturait en déficit, soldé par des avances de la Banque d'émission, par des bons du trésor, etc.

Le régime ne songeait nullement à se réformer; pour 1920-1921, on prévoit un déficit de 782 millions, de 1.381 pour l'exercice suivant, 920 pour 1922-1923... sur trois ans, le déficit admis AU DEPART est supérieur aux recettes d'un an.

L'incapacité de ce régime empêche la solution des opérations, régulièrement malheureuses, contre les Maures du Maroc espagnol, et une guerre cruelle, meurtrière, pèse sur la population. Echecs extérieurs, mais aussi absence totale d'ordre intérieur; les « pistoleros », autrement dits « gangsters », opèrent en plein jour, assurés de l'impunité absolue...; sous la menace, les jurys les acquittent ou sont assassinés.

Primo de Rivera.

Le 13 septembre 1923, le général Miguel Primo de Rivera prend le pouvoir aux applaudissements de la majorité du pays. C'est la dictature, nécessaire à ce moment, aux dires mêmes de ses accusateurs de 1930. Quelques mesures énergiques mirent d'abord fin aux brigandages; aucune persécution ne fut exercée contre les démocrates; aucune exécution politique n'eut lieu. Primo de Rivera s'attacha immédiatement à supprimer le cauchemar marocain; il alla conduire sur place les opérations, dont le plan était dû à un colonel de 32 ans, nommé François Franco. En 1924-1925, Primo dépensa pour le Maroc plus d'un demi-milliard, mais le 10 octobre 1925, la paix règne dans la zone espagnole et les jeunes gens ne mourront plus dans une guerre impopulaire... qui avait été créée par les campagnes; il fallait pro-

te 329 millions et bien des vies, en 1922, pour n'aboutir qu'à des désastres. Le retour de Primo fut un triomphe; on admettait sans peine que les deux exercices de la dictature soldassent ensemble par un déficit de 1.147 millions, somme qui eût déjà paru fort raisonnable sans qu'elle payât la paix intérieure et extérieure. Les hommes politiques — conservateurs comme extrêmes-gauches — espéraient en majorité que le général, ayant sauvé le principal, rentrerait dans le rang et leur laisserait la place.

Primo était d'un autre avis, il ne s'en alla pas et constitua le 2 décembre 1925 un directoire civil...; ceci ne lui fut pas pardonné. Ce dictateur débonnaire, paternel, qui laissait se dérouler à Madrid des meetings publics contre la dictature (MM. Azana et Alcalá Zamora y Píoera impuissants), avait décidé de réformer l'Espagne. On trouva en annexe quelques données statistiques sur l'état du pays avant et après la dictature. Les ennemis de Primo n'étaient pas, comme on pourrait le croire, les organisations ouvrières; socialistes en tête, elles collaboraient avec le dictateur; Largo Caballero, actuellement nommé le Lénine espagnol, était à cette époque conseiller d'Etat de la dictature; mais bien les bourgeois, les trop nombreux « intellectuels politiques », des officiers un peu jaloux comme Berenguer, d'autres, démocrates sincères, comme Queipo de Llano, Godea, etc., condamnés sous Primo, des aristocrates regrettant leurs privilèges réels, des employés de l'Etat, forcés de travailler, etc. Tout un réseau d'intrigues fut ourdi et, le 28 janvier 1930, Primo de Rivera était destitué, et remplacé par Berenguer, général politicien.

La préparation de la République.

Ce gouvernement devait liquider la dictature; il comprit ce rôle en désorganisant tous les groupements nationalistes et favorisant les autres. Il dura quelques mois et fut remplacé par celui de l'amiral Aznar, chargé de préparer le retour à la normalité.

Les gauches s'organisent, préparent ouvertement l'avènement de la république, se coalisant à cet effet. Le gouvernement leur facilite la tâche en sévissant exclusivement contre toutes les forces favorables au directoire; il dissout leurs formations, tolérant les autres, car on n'ose toucher aux gauches; on n'ose même supprimer le subsidie versé à l'« Ateneo », par le gouvernement que combat ce cénacle de bourgeois extrémistes par snobisme. Le Komintern se sert, naturellement, des occasions qu'on lui offre; la propagande communiste se développe grâce à l'or répandu; la presse de gauche se multiplie; elle peut faire une intense propagande républicaine; les violences sont événements journaliers.

La droite est divisée; les bourgeois abjurent toute combativité, la presse de droite ne reçoit aucun soutien — les bourgeois ont peur de se compromettre — ils préfèrent paraître inoffensifs aux extrémistes de gauche, « ne pas les exciter », et prouvent de toutes leurs forces... verbales l'activité des groupes qui, à la violence rouge, répondent par des coups.

Les républicains de toutes nuances sont coalisés; certains de leurs groupements, organisés de main de maître pour l'action directe. En face... quelques hommes et gamins courageux, des « binardos », des peureux, un premier ministre qui lit « Rocambole » quand la révolution gronde et qui s'est adjoint, au département de l'Intérieur, un parfait honnête homme, bien incapable d'occuper ce poste même en période de calme : le marquis de Hoyos.

Les premiers pas de la République.

Elections. L'enjeu de la lutte, cependant, n'était pas une consultation « législative », mais bien la désignation des conseillers municipaux, au suffrage universel (masculin et féminin), 23 ans minimum, suivant la loi électorale de Primo de Rivera, qui abaissa l'âge pour l'électorat et accorda le suffrage aux femmes. Le pays fut aux urnes le 12 avril 1931. Les villes industrielles, travaillées par les rouges et aussi les démocrates, élisent en majorité des républicains, mais le reste du pays se déclare monarchiste. Les résultats sont probants : 5.875 conseillers républicains, 22.150 monarchistes pour l'ensemble du pays. LA NATION A EXPRIMÉ SA VOLONTÉ, ELLE EST ANTI-RÉPUBLICAINE... MAIS LA RÉPUBLIQUE EST PROCLAMÉE LE LENDEMAIN. Le texte même de l'appel au peuple, rédigé à ce moment, reconnaît qu'il émane d'une minorité citadine.

Le gouvernement Aznar, au lieu de maintenir ce que désire le pays, abandonne tout; le Roi descend volontairement de son trône et s'en va; l'armée, dès lors, accepte avec tranquillité la république; la garde civile et son chef, Sanjurjo, adhèrent au mouvement. Le clergé le favorise même dans une large mesure en suite d'un accord pris, avant la révolution, chez un Allemand, entre un très haut prélat italien et M. Alcalá Zamora, leader républicain, avocat conseil de l'ambassade d'Allemagne depuis bien avant la guerre. Par démission de tous ceux auxquels incombaient la défense des droits de la majorité, la république fut proclamée : PREMIER COUP D'ETAT CONTRE LE SUFFRAGE UNIVERSEL.

Aussitôt, conscients de leur faiblesse numérique, mais aussi de la force de

leur discipline, de leur maîtrise de la rue, de leur domination dans les grandes villes, devant les provinces impréparées à la lutte, les organisations de gauche U. G. T. (Union general de trabajadores-socialiste), C. N. T. (Confederación nacional del trabajo, syndicaliste communiste), F. A. I. (Federación anarquista ibérica — anarchiste) font régner la terreur, de concert avec les communistes supérieurement organisés et financés. Il s'agit de ne laisser à la majorité ni le temps ni le moyen de s'organiser. Un gouvernement de gauche est formé dès le départ de la monarchie; son premier soin est de dissoudre les conseils municipaux élus au suffrage universel, et de les remplacer par des commissions municipales nommées par les ministres parmi leurs amis : SECOND COUP D'ETAT. Il interdit les organisations de droite, emprisonne leurs chefs, désorganise police et magistrature, livre la rue aux extrémistes de gauche, puis, le régime ayant pris ses mesures pour qu'elles puissent être influencées, fixe à juin 1931, les élections pour la Constituante. Par une escroquerie électorale, on crée des listes communes républicaines de gens à tendances disparates, on permet tout contre les hommes qui seraient assez hardis pour se présenter contre elles. Le droit de suffrage est, cette fois, refusé aux femmes. L'atmosphère est telle qu'un seul député sur 470 : Romanones, est élu comme monarchiste.

La composition de la Constituante, inaugurée le 14 juillet, est la suivante :

Gauche :	
Socialistes	117
Radicaux socialistes	54
Gauche catalane	43
Centre gauche :	
Action républicaine	26
Divers :	
Galiciens	16
Régionalistes cléricaux, Basques et Navarrais	15
Indépendants	9
Centre républicain :	
Catalans (Lliga)	27
Radicaux	89
Progressistes	22
Fédéraux	17
Service de la république	11
Droite :	
Agrariens (dém.-chrét.)	23
Monarchiste	1

La Constituante.

Aucune majorité réelle ne peut se dégager de ces groupes, sinon l'union des bourgeois de gauche anti-cléricaux et des marxistes contre tout ce qui était catholique et nationale. C'est dans cette nécessité d'alliances mal assorties que l'on trouve les raisons des actes essentiellement négatifs de la Constituante. Les partis étaient capables d'accords pour désorganiser l'armée (par mise à la retraite ou révocation d'officiers monarchistes, par leur remplacement avec des républicains, promus, non pour leur valeur technique, mais pour leur attitude politique), pour traiter de même manière la gendarmerie ou garde civile, pour doubler celle-ci d'une police militarisée nouvelle : les gardes d'assaut recrutés chez les gauches socialistes. Le clergé fut ostracisé, la religion catholique, brimée ou persécutée. Les organisations socialistes furent soutenues, armées; la bourgeoisie ne se vit plus reconnaître qu'une partie du droit de propriété; on l'obligea à déclarer les armes qu'elle possédait, puis à les livrer, plus tard, on les déposa dans les maisons du peuple.

Cependant, la Constituante rédigeait une Constitution. Texte à tendance démocratique, conforme en général à un esprit libéral généreux, sauf pour quelques articles partisans; elle votait des lois sociales, souvent bonnes sur le papier, mais qui avaient le défaut de ne pas recevoir d'application pratique. En fait, le sort des classes pauvres ne fut nullement amélioré; il empira souvent. Les partis républicains, composés de gros et petits bourgeois envieux d'égocistes, d'affairistes, de démocrates sincères, d'effrénés démagogues, de purs idéologues et de cyniques profiteurs, ne pouvaient se mettre d'accord sur un programme constructif dans un domaine où tout les divisait.

Les classes populaires, d'abord pleines d'espérance — elles avaient cru aux discours — sont révoltées en constatant le désaccord entre les paroles et les actes des républicains; elles se rendent compte de l'aggravation de leur misère. Communistes et anarchistes profitent de ce mécontentement pour préparer un soulèvement qui les portera au pouvoir.

Dès le 9 mai, églises et couvents commencent à flamber; en décembre, les Jésuites sont expulsés; le cardinal de Tolède, Mgr Segura, monarchiste énergique, a déjà été banni, menottes aux poings, par M. Maura. Le clergé commence à sentir la faute qu'il a commise en entraînant des votes républicains et à se rendre compte de ce que l'on n'utilise ni apprivoise une révolution, quand bien même avant celle-ci un prêtre, précepteur d'un infant royal, aurait fait des déclarations communistes.

Au bout d'un an, toute l'Espagne est anti-républicaine; les extrémistes fomentent des troubles, exploitent le mécontentement des pauvres gens. Ceux-ci ont conscience d'avoir été dupes d'Azaña, qui, à Valence, déclara en juin : « Les Cortes seront l'organe de la colère du peuple », d'Albornoiz qui, lui, définit, candide, le programme : « En Espagne, il n'y a rien à

Tout en laissant à l'auteur la responsabilité de ses affirmations, nous croyons qu'il est intéressant d'accueillir ici l'étude d'un observateur belge impartial, tel que M. Lhoist, qui a parcouru l'Espagne à maintes reprises.

Cet exposé, destiné aux Belges en particulier, est divisé en trois parties :

1. De la Monarchie à la République.
2. Moscou contre le suffrage universel.
3. Le peuple contre le marxisme.

conserver, il faut tout détruire ». Le peuple n'en demande pas autant; il se contenterait d'avoir du travail, des terres; on lui a promis une réforme boue, du sang, des larmes). Nul ne réagira qui « ne sort pas ». En juillet, août et septembre, la Catalogne et l'Andalousie sont en proie à l'agitation, puis c'est la grève des téléphones.

Azaña laisse faire d'abord, puis trouve la république menacée par un « complot », excellent argument d'intimidation des Cortes, et fait passer, en octobre, la loi de défense républicaine, c'est-à-dire, donne la dictature au gouvernement. En décembre, il instaure la « république autoritaire », porte à 6.000 hommes l'effectif des gardes d'assaut — gendarmerie socialiste —, augmente, à l'aide de recrues « sûres », la garde civile. Ceci fait, il agit sans grandes difficultés contre les droites, puis s'engage à fond contre les syndicalistes, Constituant avait été élu au suffrage masculin seul. Toujours d'après les lois officielles : « Je sais l'effort financier déployé par la Russie CONTRE l'Espagne; ce n'est pas avec le produit de leurs cotisations que les syndicats achètent des armes ». La répression est brutale : ce sont les fusillades de Castillblanco, l'arrestation des leaders d'extrême-gauche, la déportation de 110 d'entre eux, sur le croiseur « Buenos Ayres », aux cris d'une foule populaire qui clame ses déshussions : « A bas la république ».

A Vitoria, des ouvriers en grève décident de reprendre le travail un jour férié légal, pour marquer leur dégoût de l'événement célébré : 14 avril, anniversaire de la république. En un an, les catholiques et les droites contemplant les ruines des couvents, des églises, les prisons où sont enfermés les leurs, les journaux persécutés, car la censure a fait son apparition. Les organisations ouvrières comptent leurs pertes; il y a 250.000 chômeurs sur 400.000 ouvriers d'Andalousie. Il y a eu, pendant ces douze mois, 4.000 grèves, dont certaines très graves, 200 tués, 1.000 blessés.

Les gauches matées, Azaña multiplie les persécutions contre les droites, même républicaines. Le 10 août 1932, l'armée, menacée dans son essence même, se soulève à Madrid et à Séville, sous la conduite de Sanjurjo, l'instaurateur de la république. Le mouvement avorte et cette fois ce sont 150 officiers qui sont déportés dans les sables torrides du Rio de Oro.

L'année 1933 n'est pas meilleure pour la république. Le 23 avril, les élections municipales sont anti-azañistes, malgré toutes les pressions exercées. Les troubles sociaux s'aggravent, la répression est de plus en plus brutale. A Casas Viejas, les gardes d'assaut brûlent vifs 25 paysans. A Barcelone, en juillet, on compte 130 attentats, 127 tués; les incendies sont journaliers dans l'Andalousie; la grève est générale à Saint-Sébastien et dans les Asturies. La Catalogne, constituée en région autonome, selon la Constitution (Basques et Galiciens peuvent attendre, ils sont considérés trop cléricaux), menace de provoquer une crise ministérielle si on ne lui accorde d'abusifs avantages financiers; la Galicie retirera son ministre Casares Quiroga, si on signe un traité commercial avec l'Uruguay; Séville rappellera ses députés si on ne lui donne des secours financiers; les fédéraux passent à l'opposition; les radicaux socialistes accusent publiquement Azaña de dictature, ce qui le blesse fort puisque c'est la vérité.

Le 3 septembre, il faut appliquer les articles 121 et 122 de la Constitution et faire élire les membres du tribunal des garanties constitutionnelles, inventé pour maintenir, même contre les Cortes, le régime républicain. La Chambre nomme trois membres : la majorité azañiste désigne comme président l'ami d'Azaña : Sanchez Albornoiz, ministre de la justice, désorganisateur de la magistrature par révocations, et lui adjoint deux députés gouvernementaux.

Les municipalités doivent élire 15 membres et 15 suppléants. Le ministère leur indique — avec quelques menaces — ses candidats à lui. Le 3 septembre, les municipalités montrent le sentiment du pays en élisant :

Effectifs : 5 candidats ministériels; 10 antiministériels (dont 5 monarch.). Suppléants : 4 candidats ministériels; 11 antiministériels.

Les barreaux du pays — ces centres républicains sous la monarchie — doivent élire deux membres encore; la consultation a lieu le 10 septembre... par cinq fois plus de voix qu'aux azañistes; ils envoient siéger au tribunal des garanties Calvo Sotelo, ami de Rivera, et Silió, ex-ministre monarchiste.

Le pays a parlé; Azaña et sa majorité refusent de s'incliner; Alcalá Zamora doit les mettre à la porte. Le dictateur n'est plus chef de gouvernement, mais, selon l'usage instauré par la république pour ses quelque cent ex-ministres, il conserve la luxueuse limousine officielle... petit cadeau d'un peuple qui crève de faim !

Un ministre Lerroux fait suite, il dure vingt-trois jours; on essaie en vain Sanchez Roman, Pedregal; Marañón refuse, et M. Martinez Barrio — chef de la franc-maçonnerie — prend la tête d'un gouvernement de concentration républicaine, pour dissoudre les chambres et « faire les élections ».

Le chef de ce gouvernement républi-

En effet, la Constitution prévoit que les Cortes sont composés de députés élus au suffrage universel direct et secret, de tous les citoyens et citoyennes espagnols âgés de 23 ans et plus. La Constituante avait été élue au suffrage masculin seul. Toujours d'après les lois officielles, des élections générales auraient dû avoir lieu le 7 février 1932, et les chambres constitutionnelles se réunir le 9 mars 1932. Lerroux, républicain quand Zamora, Alba, Osorio y Gallardo, étaient ministres du Roi, Azaña, député du parti ministériel monarchiste de Melquiades Alvarez, Lerroux, donc avait demandé des élections pour mai 1932, la majorité n'en avait eu cure. Pendant deux ans, une série de coups d'Etat contre les lois démocratiques républicaines maintint au pouvoir M. Azaña.

M. Niceto Alcalá Zamora, ex-avocat conseil de l'ambassade impériale d'Allemagne, ex-ministre du Roi, conseiller d'Etat de la monarchie (c'est-à-dire ministère d'Etat), et président du Conseil républicain du 14 avril 1931, président de la république le 10 décembre 1931, gardien de la Constitution donc, était obligé, par ses serments, de dissoudre la Constituante; il ne le fit pas; il partage la responsabilité de toutes les illégalités commises.

LA BASE DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES TIEND EN LA DAME : « TOUS LES POUVOIRS EMANENT DE LA NATION », qui les délègue à des élus AU SUFFRAGE UNIVERSEL. TOUT REGIME QUI S'INSURGE, MODIFIE, REAGIT CONTRE LES ORDRES FOURNIS PAR LA NATION VOTANTE, NE PEUT SE PREVALOIR DE LA QUALIFICATION DE DEMOCRATIQUE : C'EST UNE DICTATURE.

Tel fut le cas de la république espagnole de la Constituante. Celle-ci, avant même le vote de la Constitution libérale, a accepté une loi de « Défense de la République », qui permet au ministère de supprimer toutes les libertés individuelles : y sont prévus emprisonnement par mesure administrative ou de police, mise en résidence forcée des citoyens, harnissement, suspension de la liberté de la presse, du droit d'association et de réunion. Cette loi, qui donne aux ministres le pouvoir arbitraire, met la légalité en vacances, est l'aveu même de la dictature d'une minorité. Elle fut promulguée le 21 octobre 1931; la Constitution qu'elle réduisait à néant en faveur du gouvernement, le 9 décembre seulement.

Mais l'Espagne était révoltée toute entière contre cette dictature oligarchique; c'est ce que comprit Martinez Barrio, il reconnut l'illégalité de la situation et, la Constituante dissoute, prépara les élections générales du 13 novembre 1933.

Le ministre de l'Intérieur, Abello, détenteur du pouvoir administratif, était de gauche; il exerça toutes les pressions en vue d'influencer, dans le sens « Constituante », la consultation d'un peuple dégoûté de ce régime discordeur et antipopulaire. A La Corogne, par exemple, le gouverneur — homme de gauche — faisait signer par les maires, avant les élections, des procès-verbaux du scrutin EN BLANC. On interdit les formes de propagande que la droite exerce mieux que la gauche, etc.

Les sept millions d'électeurs et les huit millions d'électorales vont aux urnes. En 1931, sept heures avaient suffi pour proclamer les résultats madrilènes; en 1933, il faut quatre jours. La victoire des droites s'avère énorme, mais tous les moyens sont employés pour réduire graduellement celle-ci. On déclare élus 260 députés : la droite en a 113, le centre 57, les gauches 61, les communistes 1, les régionalistes catholiques, 19. Madrid même a donné autant à droite qu'aux socialistes. Au second tour, Lerroux, sous les pressions d'Abello, recommande pratiquement l'abstention à ses partisans; Azaña prie les siens de voter socialiste. On essaie de créer une crise ministérielle pour forcer d'Etat sur appel de la Constituante et éviter la réunion des Cortes élues. Le 2 décembre, malgré tout, la victoire des droites s'affirme, bien qu'on ait pu, par des moyens peu reluisants, leur enlever la majorité absolue que leur donnait le suffrage universel. Aussitôt, l'écrasement de la dictature de gauche étant consommée, les vaincus essaient un coup d'Etat CONTRE LE SUFFRAGE UNIVERSEL; des troubles éclatent; le 9, la F. A. I. lance sa proclamation : « L'Heure de la révolution a sonné », et l'on se bat, les 9 et 10, dans toutes les villes. Les révolutionnaires sont vaincus.

André LHOIST.

Etincelles

Les romans d'amour commencent par-
fois dans les endroits les plus inatten-
dus. Nous venons d'apprendre l'histoire
d'un de ces romans qui a commencé
dans une cave...

Les protagonistes de la belle histoire
d'amour sont : lui, un Révérend. Il s'ap-
pelle Helvet Johnston. C'est une per-
sonnalité très connue par son activité
dans la propagande rouge. Il s'agit du
fameux doyen de Canterbury. C'est un
homme courageux : il a soixante-quatre
ans et il vient de se marier avec une
jeune femme de trente-deux printemps,
charmante, paraît-il, selon les nouvelles
qui nous parviennent de Londres.

Il est curieux de noter le lieu et l'oc-
casion que Cupidon, le fantaisiste, choisit
pour percer de ses dards acérés les
tendres cœurs des amoureux.

Le Révérend et l'actrice, car la fian-
cée, Miss Novell Edwards, descend, pa-
rait-il, non des croisés, mais de la ram-
pe, se rencontrèrent à Barcelone, où elle
s'était rendue pour être infirmière —
la robe d'infirmière seyait, dit-on, à
merveille, à la bienheureuse jeune fille,
— dans une cave où ils s'étaient réfugiés
pendant un bombardement aérien.

Les dépêches qui nous parviennent
de Grande-Bretagne et qui décrivent la
cérémonie de l'union du Révérend et
de la jeune actrice ne nous parlent pas
de leur voyage de noces, du ciel sous le-
quel se déroula leur lune de miel.

Nous irions volontiers tout à fait naturel-
lement que le pays choisi pour servir de cadre
à l'idylle fut l'Espagne rouge, choisie
par Cupidon pour porter au rouge les
sentiments des deux tourtereaux.

On reçoit la nouvelle de source auto-
risée que les ouvriers des Mines d'Al-
madén ont cessé le travail et refusent
de le reprendre si on ne leur fournit
pas de quoi se nourrir.

Tandis que l'extraction de cinabre
s'arrête à Almadén — extraction qui
représentait presque 40 p. c. de la pro-
duction mondiale de mercure —, de
nouveaux gisements de cinabre, encore
plus riches, viennent d'être découverts
dans la zone nationale d'Espagne, à
proximité de Burgos.

Vraiment, les rouges ont de la veine !

« El telegrama del Rif » de Melilla,
publie une entrevue accordée par l'évê-
que de Gibraltar à un rédacteur du
« News Service ». Le prélat considère le
général Franco comme « un chevalier
sans peur et sans reproche ». Touchant
la méfiance de l'Angleterre pour le fait
que Mussolini ait des troupes en ter-
ritoire espagnol, il affirma qu'il s'agit
d'impressions complètement erronées ;
Franco est le maître absolu de l'Espa-
gne et Mussolini, de son côté, ne désire
pas un seul pouce du territoire espa-
gnol. Il affirma ensuite que les commu-
nistes espagnols ont dépassé les russes en
cruauté et en barbarie. « Les nationaux »,
dit-il, auraient vaincu depuis longtemps
sans les interventions étrangères. « Il
déclara qu'il était convaincu de la sau-
vagerie des rouges, aussi bien par son
expérience personnelle que par les ré-
cits dignes de foi qui lui avaient été
faits. Il termina enfin en faisant des
vœux pour le triomphe du général
Franco.

M. Eça de Queiroz, chef de la propa-
gande du Portugal, avant de partir de
l'Espagne nationale pour le Maroc, a
fait les déclarations suivantes :

UNE NOBLE FIGURE HISPANO-BELGE

L'Archiduchesse Infante Isabelle-Claire-Eugénie

(1566-1633)

Succédant aux horreurs de la révolu-
tion de la fin du XVI^e siècle et précé-
dant la triste période des guerres inces-
santes qui marquent le XVII^e, le règne
des Archiducs a bénéficié d'une situa-
tion privilégiée dans nos annales.

Si, aux yeux de l'historien averti, les
apparences ne correspondent pas tou-
jours à la réalité et si, par suite du blo-
cus de l'Escart, notre prospérité ne fut
que très relative, il n'en est pas moins
vrai que cette période fut une période
de relèvement, où la Belgique, exsangue,
put reprendre conscience de sa vitalité.

Cela est dû, en grande partie, à l'ac-
tion personnelle des souverains, et spé-
cialement à l'archiduchesse Isabelle. Elle
remplit pendant tout son règne un vérita-
ble rôle d'animateur et réussit, par son
énergie et ses encouragements, à stimu-
ler toutes les formes de l'activité na-
tionale, spécialement les beaux-arts, qui
connaissent sous son règne un incompara-
ble éclat.

Isabelle-Claire-Eugénie, naquit au bois
de Ségovie, le 12 août 1566, du mariage
de Philippe II avec Elisabeth de Valois,
fille du roi de France Henri II. Chose
rare, la politique et l'amour s'étaient ren-
contrés dans cette union et, pendant
cinq années, Philippe II connut un
véritable bonheur domestique.

Sans être précisément jolie, Elisabeth
avait un charme que la sévérité des por-
traits officiels ne parvient pas à lui en-
lever ; elle était vive, gaie, spirituelle et
c'est d'elle que sa fille tint les qualités
qui allaient la rendre si populaire chez
nous.

Hélas ! Isabelle fut tôt privée de la
douceur des caresses maternelles : trois
grossesses consécutives et la déplorable
hygiène de l'époque conduisirent la reine
au tombeau.

Heureusement, Isabelle allait trouver
dans la nouvelle épouse de son père,
l'archiduchesse Anne, une véritable mère,
et comme le montrent les lettres publiées
par Gachard, le sévère Philippe II lui-
même entourait sa fille d'une affection
pleine de délicatesse de sentiments, d'une
tendresse exquise et de constantes pré-
occupations d'ordre moral et matériel.

En même temps le roi développait l'in-
telligence de la petite princesse en l'in-
stant à la pratique des affaires et aux
souds du pouvoir.

Mais le foyer royal se vide : la reine
Anne meurt jeune, elle aussi ; l'enfant don
Carlos trouve le tragique destin, sur le-
quel Gachard a, contre les calomnieux
de Philippe II, établi la vérité ; l'enfant
don Philippe est encore trop jeune ; la
trahison d'Antonio Pérez, son secrétaire
favori, rend le roi défiant, même à
l'égard de ses serviteurs les plus intimes ;
Isabelle seule a sa confiance. Elle est la
confidente de ses pensées et de ses pro-
jets, il en fait la collaboratrice de son
activité gouvernementale, elle lit et an-
note les rapports, partage les joies et les
douleurs de son père, vivant avec lui en
complète intimité intellectuelle et en
pleine communauté de goûts, spéciale-
ment en ce qui concerne les beaux-arts.
Ses yeux d'enfant, puis de jeune fille,
s'emplissent d'admiration pour les mer-
veilles que le roi accumule à l'Escorial
et ainsi se développe la vocation de mé-

cène qui s'exercera si activement, plus
tard, pour le grand bien de notre Ecole
nationale.

Les prétendants ne manquent pas à la
fille du plus grand monarque de son
temps. Isabelle est du reste charmante,
en la fraîcheur de ses dix-huit ans, com-
me le montrent ses portraits au Prado.
Mais la *Novia de Europa*, la fiancée de
l'Europe, sait que son mariage occupe
une grande place dans les combinaisons
politiques de son père et, résignée, elle
laisse passer les plus belles années de
sa jeunesse. On disait que l'*Invincible*
Armada allait conquérir pour elle le trône
d'Angleterre ; à la mort d'Henri III, son
oncle maternel, on parle de passer outre
à la Loi salique et de lui faire céindre
la couronne de France ; on annonce son
mariage avec Henri de Navarre, si celui-
ci se convertissait ; il est également ques-
tion de ses fiançailles avec l'empereur
Rodolphe II, puis avec l'archiduc Ernest,
gouverneur général de nos provinces.

Ainsi germe dans l'esprit du vieux roi
l'idée d'unir les deux branches des
Habsbourg et de reconstituer l'Etat bour-
guignon en faisant des XVII^e provinces
un apanage distinct de la couronne
d'Espagne.

C'est pourquoi Isabelle, qui sur ces en-
treprises a dépassé la trentaine, épouse
son cousin l'archiduc Albert, pour ré-
gner conjointement à lui sur les Pays-
Bas.

Bien que cette indépendance fût plus
apparente que réelle et que Bruxelles
ne fût qu'une succursale de Madrid, les
archiducs, salués comme les successeurs
des ducs de Bourgogne et de Charles-
Quint sont reçus par les Belges avec
enthousiasme. Malheureusement, les Pro-
vinces-Unies, non seulement refusent de
les reconnaître, mais repoussent toutes
les propositions de paix et Maurice de
Nassau, encore maître d'Ostende, en-
vahit la Flandre dans le but de couper
définitivement toutes les communications
entre la Belgique et la mer.

La situation est d'autant plus critique
que les troupes hispano-belges, concen-
trées à Gand et sans solde depuis de
longs mois, sont sur le point de se mu-
tiner. Isabelle parcourt les rangs, parle
aux soldats, leur promet de vendre jus-
qu'à ses bijoux pour leur payer leur dû
et les décide à rentrer dans le devoir.

Si les armes des Archiducs essayent
un échec tactique devant Nieuport, le
but stratégique de la campagne n'en est
pas moins atteint, le Stadhouder est obli-
gé de se rembarquer et ainsi la Belgique
conservait son littoral. Même, pour élar-
gir ce succès, les Archiducs entrepren-
nent le fameux siège d'Ostende, qui dure
trois ans et qu'Isabelle fait poursuivre,
avec une obstination telle que la légende
s'en empare pour donner le nom de l'in-
fante à la robe de certains chevaux.

D'autres succès encore, remportés par
Ambroise Spinola et par notre compa-
triot le comte de Bucquoy, auront pour
résultat de faire accepter par la Hollande,
en 1609, la trêve de douze ans.

La Belgique, ruinée par une guerre in-
interrompue depuis 1566, va enfin pou-

voir respirer ! La splendeur artistique,
encouragée par l'Archiduchesse, voit
éclore le prestigieux génie de Rubens,
pour la peinture ; celui de Duquesnoy,
pour la sculpture ; tandis que, avec Coe-
bergher et Francart, l'architecture trouve
dans le baroque flamand de nouvelles for-
mules. La vie intellectuelle refléurait éga-
lement, les Archiducs réorganisent l'Uni-
versité de Louvain et y assistent à une
leçon de l'illustre humaniste Juste Lipse
sur la clémence. Le temps des persécu-
tions violentes contre l'hérésie a pris fin
pour faire place à un renouveau reli-
gieux, tout pacifique.

Bruxelles redevient, comme au temps
de Charles-Quint, une capitale où pros-
pèrent les industries d'art, à commencer
par la tapisserie. Une cour nombreuse,
brillante, très polie, offre un mélange
extraordinaire de pompe royale, de rigi-
dité d'étiquette et d'austérité quasi mo-
nastique, tempérée par la charmante
bonté de la souveraine. Les fêtes reli-
gieuses y alternent avec les cérémonies
profanes. Tandis qu'Albert, toujours re-
tranché dans une gravité espagnole, se
borne à honorer ces fêtes de sa présence,
Isabelle, à l'exemple de son grand-père
Charles-Quint, se mêle à la foule, parti-
cipe aux jeux populaires, abat l'oiseau
sur la flèche du Sablon, fait revivre
l'Ommegang, assiste à des bals champê-
tres, prend même part avec ses dames
aux travaux de la moisson, et se fait
ainsi adorer par le peuple belge tou-
jours si loyaliste et si désireux de té-
moigner son amour aux souverains qui
ne le tiennent pas à distance. La géné-
rosité et la pitié des Archiducs relèvent
nos ruines, édifient de nouveaux sanc-
tuaires et remplissent églises et palais
d'œuvres d'art que multiplie l'extraor-
dinaire fécondité de Rubens et de ses
disciples.

Mais, à mesure qu'approche l'échéance
fatale de l'expiration de la trêve de douze
ans, l'horizon s'assombrit ; toute chance
de maternité s'est depuis longtemps éva-
nouie pour Isabelle ; Albert meurt en
1621 et la clause de retour à la couronne

Isabelle administrera, en qualité de
gouvernante générale, pour son neveu
Philippe IV, le pays sur lequel elle avait
régné en souveraine. Revêtue, en signe
de deuil, de la bure franciscaine, elle se
retire de toute vie mondaine, mais n'en
continue pas moins à se consacrer avec
toute son énergie et son intelligence au
bien de l'Etat, allant jusqu'à faire fondre
sa vaisselle d'or et d'argent et même les
ornements précieux de sa chapelle, pour
financer la guerre qui a repris avec la
Hollande. Le succès couronne d'abord
ses efforts : Ambroise Spinola, par un
exploit qu'a immortalisé la plus célèbre
toile de Velasquez, reprend Bréda en
1624. Hélas ! la fortune tourne ; l'Espa-
gne épuisée ne peut continuer la lutte
avec des moyens suffisants. Le Stad-
houder Frédéric-Henri nous enlève défi-
nitivement le Brabant septentrional et,
en 1632, s'empare de Maestricht, cou-
rant ainsi nos débouchés vers l'Allema-
gne. Le mécontentement grandit contre
l'Espagne incapable de nous défendre.
Seul le prestige de l'Infante assure la
fidélité de nos provinces, en dépit des
intrigues de Richelieu.

Cependant, Isabelle s'épuise devant
des difficultés de plus en plus insurmon-
tables. Un simple refroidissement s'ag-
grave en pneumonie et, après avoir une
dernière fois recommandé aux ministres
espagnols nos provinces, « cette terre si
belle » qu'elle avait tant aimée, elle meurt
le 1^{er} décembre 1633, avec toute la séré-
nité d'une sainte.

Mais, par l'art qu'elle avait aimé et
encouragé, elle continue à vivre parmi
nous, et au Musée de Bruxelles le pin-
ceau de Rubens nous évoque, dans un
merveilleux portrait quelque peu idéal-
isé, une des plus nobles, des plus pures
et des plus belles figures de femmes de
notre histoire.

Vicomte Ch. TERLINDEN.
Professeur à l'Université
de Louvain.

ŒUVRE DES AUTELS
ET CROIX D'ESPAGNE

patronnée par S. E. Mgr J. Micara, Nonce Apostolique

Les versements, si petits soient-ils, peuvent être faits aux
comptes chèques du Comité « ŒUVRE DES AUTELS ET CROIX
D'ESPAGNE » : n° 1861.63B, de M. Jean-Armand MEYERS, place
St-Christophe, 8, à LIEGE ; n° 3989.34, de Mlle Myette van STEEN-
BERGHE, rue du Taciturne, 43, à BRUXELLES ; n° 762.72, de
Mlle Anne-Marie NEVE de MEVERGNIE, « LE PADDOCK », à
BOTTELAERE-lez-GAND ; n° 1469.00, de Mlle Marie de CORDES,
rue de l'Hôpital, 20, à TOURNAI ; n° 3390.54, de Mlle Hubert
JADOU, rue du Lombard, 21, à HASSELT ; n° 3987.62, de Mlle
Rosette CAPELLE, rue Henri Nolf, 8, à COURTRAI ; n° 886.02,
de Mme Jean SPRINGUEL, rue Longs Thiers, 20, à HUY ;
n° 3737.90, de Mme Jean van VYVE, rue Carnot, 154, à ANVERS ;
n° 3356.12, de Mlle Geneviève BRIBOSIA, rue Lucien Namèche,
10, à NAMUR ; n° 434.58, de Mlle Marguerite-Marie SAUVAGE,
à ENSIVAL (Verviers) ; n° 7012.81, de Mlle M. HENRY de
FRAHAN, à DINANT.

GUIDE DE L'IMPORTATEUR ESPAGNOL

<div>BOIS</div> <div>Maison Bec et</div> <div>Bois - Matériaux</div> <div>ATHUS (Arlon)</div>	<div>CHARBON</div> <div>Soc. An.</div> <div>du Charbonnage</div> <div>d'Aiseau-Preisle</div> <div>Farciennes</div>	<div>FER</div> <div>Société Anonyme</div> <div>des Usines,</div> <div>Boulonneries</div> <div>et Etirage</div> <div>de La Louvière</div> <div>La Louvière</div>	<div>METAUX</div> <div>Compagnie des</div> <div>Mines et Métaux</div> <div>N. Zimmer-Maroldt</div> <div>Luxembourg</div>	<div>ORFÈVRE</div> <div>Charles Renard</div> <div>Fabricant - joaillier - bijoutier</div> <div>46, rue du Grand-Hospice</div> <div>BRUXELLES</div>	<div>TEINTURE</div> <div>Guillaume Demol</div> <div>Teinture «L'Alsacienne»</div> <div>354, Chaussée de Gand</div> <div>BERCHEM-BRUXELLES</div>
<div>CARRIÈRES</div> <div>Carrières du</div> <div>Perlonjour</div> <div>Soignies</div>	<div>CHARBON</div> <div>Charbonnages d'Ans</div> <div>et de Rocour, S. A.</div> <div>Ans</div>	<div>FONDERIE</div> <div>Fonderies</div> <div>d'Andenne</div> <div>Société Anonyme</div> <div>Andenne</div>	<div>MINÉRAIS</div> <div>Société Anonyme</div> <div>Importation</div> <div>des Minerais</div> <div>70, av. J. Van Ryswyck</div> <div>Anvers</div>	<div>SUCRE</div> <div>La Sucrierie</div> <div>de</div> <div>Trognée</div> <div>Stavelot</div>	<div>TISSUS</div> <div>Association des</div> <div>Groupements</div> <div>Textiles</div> <div>de Belgique</div> <div>2, Place d'Armes</div> <div>GAND</div>
<div>CONSTRUCTION</div> <div>Cie Centrale</div> <div>de Construction</div> <div>Soc. Anonyme</div> <div>Haine-St-Pierre</div>	<div>CHIMIE</div> <div>Produits Chimiques</div> <div>de Laeken, S. A.</div> <div>191, quai des Usines</div> <div>Laeken</div>	<div>GRAINS</div> <div>Théo. Hendriks</div> <div>Négociant en grains</div> <div>126, Bd Auguste Reyers</div> <div>BRUXELLES</div>	<div>OPTIQUE</div> <div>Anc. Etabl. De Sutter</div> <div>Optique, Ophtalmologie</div> <div>Société Anonyme</div> <div>31, rue du Lombard</div> <div>BRUXELLES</div>	<div>TANNERIE</div> <div>Ferdinand Cornesse</div> <div>Stavelot</div>	<div>TISSUS</div> <div>Association Textile</div> <div>Paul Vangeluwe</div> <div>13a, rue des Hironnelles</div> <div>BRUXELLES</div>
<div>CIMENT</div> <div>Société Anonyme</div> <div>des</div> <div>CIMENTS</div> <div>PORTLAND</div> <div>ARTIFICIELS</div> <div>BELGES</div> <div>D'ARMIGNIES</div> <div>BRUXELLES</div>	<div>CHIMIE</div> <div>S. A. Goudron</div> <div>et Sous-Produits</div> <div>FLUORINNE</div> <div>NAMUR</div>	<div>MOULINS</div> <div>Société Anonyme des</div> <div>Moulins à vapeur</div> <div>et Brasserie</div> <div>Marchienne-au-Pont</div>		<div>TANNERIE</div> <div>Tanneries</div> <div>Van Cutsem</div> <div>Société Anonyme</div> <div>Soignies</div>	<div>TISSUS</div> <div>Vve Ivo Bekaert</div> <div>et enfants, S. A.</div> <div>Tissage Mécanique</div> <div>Vichte</div>

Assez de polémiques sur les bombardements!

Pour trancher une fois pour toutes les discussions autour des bombardements de l'aviation nationale, nous allons publier ici le texte des notes diplomatiques transmises au Gouvernement Britannique par le Gouvernement de Burgos, parce qu'elles contiennent toutes les données nécessaires pour pouvoir se former un jugement définitif. Voici la première :

Note Verbale du Ministère des Affaires Etrangères à l'Agence Britannique en date du 24 mars 1938, en réponse à sa Note du 21 mars concernant le bombardement de Barcelone.

Le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur d'accuser réception à l'Agence Britannique en Espagne de sa Note Verbale n° 17 en date du 21 mars, par laquelle elle portait à notre connaissance une communication du Gouvernement de Sa Majesté Britannique relative au récent bombardement aérien de Barcelone.

Le Gouvernement National doit repousser la qualification d'attaques « directes et délibérées » contre des populations civiles, que la dite communication pose comme prémisse pour en déduire des conséquences qui ne correspondent pas à la réalité des faits. L'Aviation Nationale n'a jamais opéré contre des populations sans défense pour le plaisir sadique d'atteindre des innocents dans le but de diminuer le moral de l'arrière-garde ennemie qui n'est déjà que trop abattu.

Barcelone, loin d'être une ville sans défense, possède plusieurs aérodromes et un système de défense puissant et efficace. En dehors des nombreux objectifs militaires que représentent les 200 fabriques et centres industriels de guerre qui, dans son enceinte, fonctionnent pour alimenter les fronts de combat, ainsi que le confessa le Président de la Généralité de Catalogne dans une interview accordée à un journaliste français Jean Brame le 8 du présent mois, il est notoire que les rouges ont fait de la dite capitale le centre où ils ont accumulé les énormes quantités d'armements, d'explosifs, de munitions et autres éléments qu'ils reçoivent sans arrêt de l'extérieur, et plus particulièrement ceux qui, procédant de France, ont traversé la frontière en ces derniers temps dans d'énormes proportions. Pour plus de sûreté, ils ont déposé tout ce matériel dans les endroits les plus centraux de la ville, tels que les stations souterraines du métro et le terminus du chemin de fer du Nord, convertissant ainsi ces endroits divers en objectifs militaires de la plus haute importance que l'Aviation Nationale ne pouvait regarder avec indifférence. Cette conduite insensée de ceux qui ont pour mission de protéger la population civile de leurs villes, les rend entièrement responsables des pertes de vies que le Gouvernement National est le premier à lamenter, mais qui ne sont qu'une conséquence de l'action militaire que l'on se voit dans l'obligation d'intensifier devant la persistance aveugle de l'ennemi à continuer une guerre qu'il sait perdue sans rémission.

Le Généralissime Franco a donné des preuves réitérées de son désir de rendre aussi humaine que possible la guerre qu'il se voit obligé de poursuivre dans son propre pays, et ses intentions se sont converties en réalités en désignant en divers points et villes des zones de sécurité qu'il s'engageait d'avance à respecter. Mais ces nobles desseins se sont trouvés neutralisés de par la perfidie et la mauvaise foi des dirigeants rouges, qui, sans craindre les conséquences, se sont aussitôt empressés d'installer dans ces mêmes zones tant leurs dépôts de guerre que leurs bureaux et leurs centres d'instruction et de recrutement, dans le seul but de les mettre à l'abri de la fureur d'une mesure qui n'avait été prise que pour le bénéfice exclusif de la population civile.

En se servant de cette population civile comme d'un bouclier pour protéger leurs centres vitaux d'irradiation guerrière, les chefs rebelles rouges montrent tout le mépris qu'ils éprouvent pour la vie des habitants qu'ils destinent froidement au sacrifice, contrevenant ainsi aux règles et usages de la guerre entre pays civilisés, de même qu'aux principes les plus élémentaires d'humanité. Ce sont eux, par suite, qui ont ouvertement violé le droit international, et c'est à eux que l'opinion mondiale devrait infliger la sanction qu'ils méritent, puisqu'ils portent seuls la responsabilité de leur criminelle folie. Aujourd'hui ils voudraient s'en servir comme d'une plateforme commode pour intensifier leur vile propagande à l'étranger, en détournant l'attention universelle de l'ampleur de leur déroute, et en cherchant à tromper le monde par des calomnies et des intrigues dont l'unique fin est menacer la paix Européenne.

Le Gouvernement National d'Espagne, devant l'émotion qu'ont soulevée les dits bombardements de Barcelone, ne peut que se montrer douloureusement surpris que les attaques répétées de l'Aviation rouge contre de nombreuses villes ouvertes de l'Espagne Nationale, villes sans défense, complètement éloignées des fronts de guerre, et où périrent des centaines de victimes innocentes, n'aient pas soulevé la même émotion, ni provoqué les mêmes sentiments d'horreur. Séville, Cordoue, Salamanque, Burgos, Valladolid, Pamplune, Vitoria, les petits bourgs de Cantalejo et Alba de Tormes, et tant d'autres cités de notre arrière-garde, ont été cruellement éprouvées par les bombardements aériens qui ne pouvaient avoir d'autre but que de faucher des vies innocentes puisque il n'y existait d'objectifs militaires d'aucune sorte. Cependant les gouvernements étrangers assistèrent impassibles à ces bombardements, dont se vantaient les rouges dans leurs communiqués officiels, et qui les amenaient en diverses occasions à survoler le territoire de quelque pays dont le gouvernement se présente aujourd'hui comme le paladin des principes humanitaires et du droit des gens, et qui alors trouva toute naturelle cette violation flagrante de la neutralité et des accords de Non-intervention. Les Chancelleries étrangères ne réagirent pas davantage devant les horribles crimes de tout genre commis par les rouges dans les premiers temps du Mouvement National, crimes qui avaient pourtant atteint de telles proportions qu'ils obligèrent les membres du Corps diplomatique étranger à abandonner Madrid et à évacuer plus tard les Ambassades et les Légations, témoins eux, s'il en fut jamais, des atrocités commises devant le silence universel.

Il semble que, seule, l'action de l'Aviation Nationale puisse inspirer de l'émotion ou de l'inquiétude, et cette différence de jugement, lorsqu'il s'agit d'apprécier des faits de conséquences identiques mais de justification bien distincte, ne peut que produire sur l'opinion publique de l'Espagne Nationale une impression pénible, dont le Gouvernement National doit se faire l'interprète en transmettant au Gouvernement de Sa Majesté Britannique les considérations qui précèdent.

Le Gouvernement National, cependant, prend en considération le sentiment humanitaire qui inspire cette démarche du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, en dehors de toute autre considération qui ait pu influencer sur sa pensée, et pour sa part déplore sincèrement la perte de vies innocentes, conséquence inévitable d'une action militaire dont les guerres passées nous offrent tant d'autres exemples. Le Généralissime Franco, dont les sentiments nobles et élevés sont bien connus, s'est efforcé, et s'efforcera, de limiter dans la mesure du possible les effets des opérations aériennes au-dessus des villes particulièrement peuplées, se réservant toute liberté d'action pour des cas extrêmes que d'impérieuses nécessités militaires rendraient absolument inévitables.

Burgos, 24 mars 1938.

Les exploits de l'aviation rouge

Le communiqué officiel du 7 novembre, transmis par la Radio-Nationale de Salamanque, contenait la note suivante :

« L'aviation rouge, esquissant les combats aériens et s'éloignant de tout objectif militaire, se met, depuis quelques jours, à bombarder les villages pacifiques de la zone nationale, d'où la fuite leur est facile. » Aujourd'hui, ce fut le tour de Cabra, petite ville de la province de Cordoue. Au cours de la matinée, 9 avions rouges surprirent la population civile, parmi laquelle ils laissèrent tomber une grande quantité de bombes. Ce bombardement fit 86 morts et 117 blessés, dont la presque totalité se compose de femmes et d'enfants.

« L'Espagne nationale, toujours généreuse et juste envers ceux qui, de bonne foi, la combattent, ne manquera pas d'apporter une sanction sévère à des crimes de cette nature. »

La balance économique monte du côté national autant qu'elle descend du côté rouge

Intitulé de la sorte, a été publié par la *Deutsche Bergwerkszeitung*, de Dusseldorf, un article dont nous offrons à nos lecteurs la traduction.

A l'origine du mouvement d'exaltation patriotique, Franco ne se trouvait guère en possession de la meilleure partie des facteurs économiques de la Nation. Certes, il disposait des importantes mines de fer du Maroc et il ne tarda pas à reconquérir les nombreux gisements de cuivre du Sud de la Péninsule. Par contre, il manquait de cette précieuse industrie lourde, dont les centres les plus importants sont en Biscaye et dans les Asturies; l'industrie chimique et celle des produits alimentaires, richesse de la Catalogne, de Valence et de Madrid, n'étaient non plus à sa portée.

Les nationaux étaient, par conséquent, dépourvus des industries qui sont du plus haut intérêt dans l'économie d'une guerre. Nonobstant, ils réussirent à s'emparer au fur et à mesure qu'ils occupaient le territoire.

Par ailleurs, la position des nationaux fut, dès le début, des plus avantageuses, car ils occupaient les provinces les plus riches en céréales, tandis que les rouges dominaient les zones du territoire qui, de tous temps, se voyaient obligées de recourir aux autres pour pourvoir à leur propre subsistance. La grande masse ouvrière de Valence et de Barcelone n'est pas à même de se suffire à elle-même avec les seuls produits naturels de l'une et l'autre région.

On peut en affirmer tout autant quant à la production du bétail, concentrée pour la plus grande partie en Galicie, dans les Asturies et en Estramadoure. Il résulte de tout cela un contraste saisissant entre l'abondance des vivres de l'Espagne nationale et la pénurie dont pâtissent les zones médiatisées par les démocraties moscovites. Il suffit pour s'en convaincre de comparer les prix de l'une et l'autre zone.

Les mêmes conclusions peuvent être tirées en ce qui concerne le poisson. Celui-ci provient des côtes cantabrique et atlantique; toutes deux, extrêmement riches, furent quasi dès le début au pouvoir de Franco.

Bien que l'Espagne nationale n'ait jamais manqué de fruits et de légumes produit abondamment —, la conquête des vallées aragonaises en premier lieu et, plus tard, celle des régions du Levant aux abords de la Méditerranée, ont fourni au généralissime deux centres de production lui permettant, grâce à l'excédent des dites ressources, de procéder à des échanges commerciaux avec d'autres pays. Il est à espérer que les zones les plus riches, à savoir celles de Valence et de Murcie, qui se trouvent actuellement encore au pouvoir des rouges, en arrivent sans tarder à reconstituer l'unité économique avec le reste de l'Espagne de Franco.

Sous le rapport de l'industrie, les nationaux n'ont cessé d'améliorer leur situation. Les sept groupes de hauts-fourneaux de l'Espagne se trouvaient, au début de la guerre, en zone rouge, dans les provinces des Asturies, Santander, Biscaye et Valence. Actuellement, la situation est toute autre, car, exception faite pour ce qui concerne Valence, les autres groupes sont tous tombés aux mains des troupes du généralissime. L'Espagne bolchévique ne dispose que des hauts-fourneaux de Sagunto.

Il en va de même pour le charbon. Les rouges n'ont en leur pouvoir que les mines de Puertollano, dont on ne parvient à extraire qu'un combustible de second ordre.

Par contre, l'Espagne de Franco, qui se trouva, au début, dans l'obligation d'importer le charbon étranger pour faire face aux nécessités de sa consommation, en est arrivée, actuellement, à se suffire largement par elle-même, grâce à l'exploitation des mines asturiennes, récupérées depuis l'automne dernier.

Il est un point sur lequel l'économie espagnole s'est surpassée, et c'est précisément dans la production de minerais. Les mines de cuivre de Riotinto, appartenant à une société anglaise, étaient, au bout de deux mois de guerre, au pouvoir des nationaux, lesquels disposaient, dès les débuts, des gisements du Maroc espagnol.

Rassurez-vous M. Hambresin!

M. Emile Hambresin, « catholique de gauche », disciple belge de M. Jacques Maritain, s'est déjà bien souvent signalé par ses attaques perfides et de mauvaise foi contre les nationaux espagnols.

M. Emile Hambresin, cela se conçoit, est un grand ami des juifs, et, rédacteur en chef de la revue « Fraternité », organe mensuel de la « Ligue Belge contre le Racisme et l'Antisémitisme », il a fait paraître, dans le dernier numéro de cette feuille, un article fielleux intitulé « Le racisme en Espagne Nationale ». M. Emile Hambresin tente de démontrer à ses lecteurs la conquête spirituelle de l'Allemagne hitlérienne, et il écrit :

« ... Or, de même que Hitler neutralisa les catholiques allemands par un concordat plein de promesses, tant que les oppositions juive et socialiste n'étaient pas écrasées, ainsi Franco ménagera-t-il vraisemblablement l'opinion catholique internationale, tant que l'appui de celle-ci lui sera nécessaire dans sa lutte contre le gouvernement républicain de Barcelone, que ses calomnieux cherchent en vain à nous représenter comme un gouvernement « rouge ».

« Mais, en supposant un triomphe nationaliste, les mêmes développements propres à tout régime totalitaire entraîneront Franco en Espagne comme Hitler en Allemagne à éliminer progressivement toute minorité, toute doctrine différente de la sienne et à s'attaquer aux catholiques et aux juifs. »

Une réponse à pareilles calomnies nous paraît entièrement superflue. Les évêques espagnols, avec une autorité bien plus grande que la nôtre, y ont d'ailleurs répondu depuis longtemps d'une manière éclatante. L'Espagne de Franco, l'Espagne de Notre Dame du Pilar, l'Espagne du rétablissement du culte et de la reconstruction des églises, l'Espagne réparatrice des sacrilèges

commis par les rouges, l'Espagne des écoles catholiques, une Espagne athée ou hérétique? Contentons-nous de sourire.

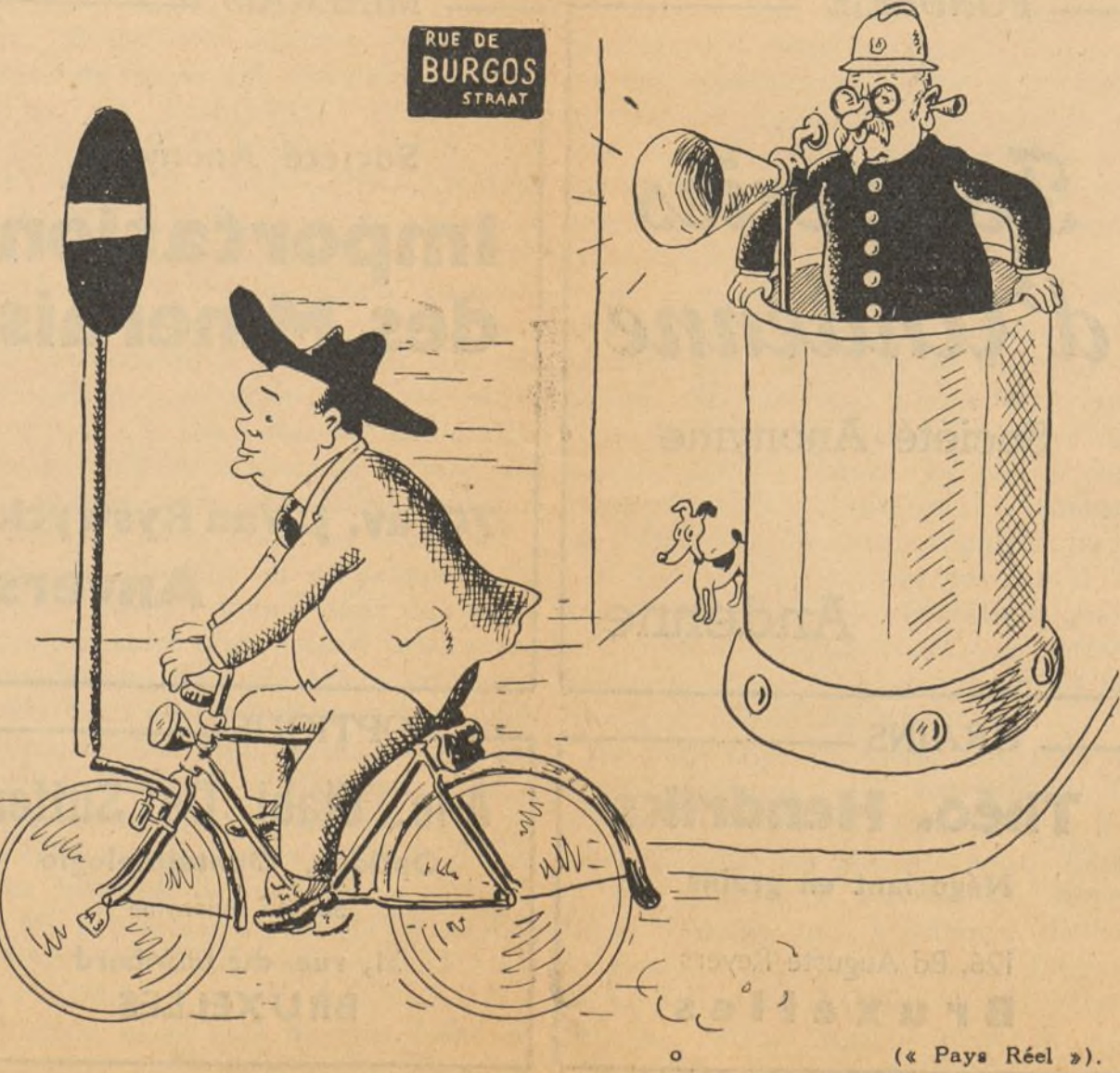
Il suffit d'ailleurs de lire l'article du Père de Lamadrid sur « L'Enseignement religieux dans la nouvelle Espagne » (« Razon y Fe », mai 1938). En voici une courte citation :

« ... Une simple énumération des textes de loi parle avec l'éloquence des réalités : a) révision du personnel de l'enseignement (Décret du 8 novembre 1936); b) instructions aux commissions d'épuration (Circulaire du 7 décembre 1936); c) esprit moral et patriotique dans les écoles (Ordre du 10 août 1936); d) déposition des maîtres antipatriotiques et amoraux dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur (Ordre du 19 septembre 1936); e) la religion et la morale dans les manuels scolaires (Ordre du 4 septembre 1936); f) l'école confessionnelle; enseignement obligatoire de la religion et de l'Histoire Sainte (Ordre du 22 septembre 1936); g) enseignement obligatoire de la religion dans les instituts (Ordre du 22 septembre 1936); h) enseignement obligatoire de la religion dans les écoles normales (Ordre du 10 novembre 1936); i) cours de catéchisme plus avancé durant le Carême (Circulaire du 1 mars 1937); j) prescription du salut, de la prière et du mois de Marie devant l'image de la Vierge (Circulaire du 9 avril 1937); k) prohibition d'avoir filles et garçons dans les mêmes classes dans les instituts (Décret du 23 septembre 1936); l) idem dans les écoles normales et commerciales (Ordre du 22 septembre 1936); m) détermination de l'enseignement religieux pour le baccalauréat; désignation des professeurs par les évêques (Ordre du 8 octobre 1937). »

On le voit, M. Hambresin, l'esprit païen est en train de s'imposer à l'Espagne Nationale!

G. Jacques.

Burgos, 3. — Le Gouvernement de Finlande et celui de Burgos ont signé un accord touchant la nomination d'agents diplomatiques qui auront les privilèges des chefs de mission dans ces pays respectifs.



(« Pays Réel »).

ASSOCIATION

“ Union Hispano-Belge ”

Le 1^{er} octobre 1938 s'est constituée l'association sans but lucratif « UNION HISPANO-BELGE » dont le but est d'entretenir et de créer des relations d'amitié et d'affaires entre l'ESPAGNE NATIONALE et la BELGIQUE.

Le conseil d'administration est composé comme suit :

Président : M. Jean-Armand MEYERS, avocat à Liège.
1^{er} Vice-Président : M. Emile PHILIPPART, avocat à Liège.
2nd Vice-Président : M. Armand DOR, industriel à Cointe-Sclassin.
Secrétaire : M. Raymond-H. WERY, assureur-conseil à Liège.
Trésorier : M. Léon HOLOYE, éditeur à Liège.

Nous sommes heureux de pouvoir donner ci-après les statuts de cette société à laquelle nous espérons que nos lecteurs s'affilieront :

STATUTS.

1. M. Dor, Armand, industriel, avenue des Ormes, 28, à Cointe-Sclassin.
2. M. Flebus, Pierre, agent industriel, rue Saint-Laurent, 306, à Liège.

3. M. Gonth, Victor, professeur à l'université, rue de Harlez, 22, à Liège.
4. M. Holoye, Léon, éditeur, rue Lamarck, 3, à Liège.

5. M. Lamarche, Etienne, industriel, rue Louvrex, 95, à Liège.
6. M. Meyers, Jean-Armand, avocat, place Saint-Christophe, 8, à Liège.

7. M. Philippart, Emile, avocat, rue Nysten, 38, à Liège.
8. M. Simon, Paul, professeur, rue Rogier, 13, à Verviers.

9. M. le comte van der Burch, avenue du Diamant, 59, à Bruxelles.
10. M. Wery, Raymond-Henri, assureur-conseil, 36, rue Desfréux, à Liège.

Lesquels associés, tous de nationalité belge, voulant établir entre eux et les personnes qui, ultérieurement, en deviendront membres, sans distinction de nationalité, une association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921, ont déclaré dresser les statuts de cette association comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

DÉNOMINATION, SIÈGE, OBJET ET DURÉE.
ARTICLE PREMIER. — L'association prend la dénomination de « Union Hispano-Belge ».

ART. 2. — Le siège de l'association est fixé à Liège, 4, galerie de la Sauvenière. Il peut être modifié par simple décision du conseil.

ART. 3. — L'association a pour objet d'entretenir et de créer des relations d'amitié et d'affaires entre la Belgique et l'Espagne.

ART. 4. — La durée de l'association est illimitée. Elle peut en tout temps être dissoute.

CHAPITRE II.

DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION.

ART. 5. — Les premiers membres sont les ci-dessus désignés. L'association se compose : 1^o de membres effectifs qui, seuls, disposent aux assemblées générales des voix délibératives; 2^o de membres d'honneur et de membres adhérents n'ayant aucune voix délibérative. Moyennant une cotisation fixée par le conseil d'administration, ils jouiront de tous les avantages et services que présentera l'objet de l'association.

ART. 6. — Les admissions de nouveaux membres sont décidées par le conseil d'administration.

ART. 7. — Les associés n'encourent, du chef des engagements sociaux, aucune obligation personnelle. Ils sont tenus de verser le droit d'entrée et la cotisation annuelle qui seront fixés par le conseil d'administration.

ART. 8. — Les démissions et exclusions de membres peuvent être prononcées par le conseil d'administration, en cas d'inobservation des statuts ou du règlement d'ordre intérieur ou pour motif grave.

CHAPITRE III.

ADMINISTRATION.

ART. 9. — L'association est administrée par un conseil d'administration composé de cinq membres au moins et nommés pour quatre ans. Elle est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés pour un an. Au bout de la quatrième année, un roulement d'ordre intérieur interviendra de façon que la moitié du conseil soit renouvelée tous les deux ans.

ART. 10. — Le conseil d'administration élit dans son sein un président, deux vice-présidents, un secrétaire et un trésorier.

ART. 11. — Les fonctions d'administrateurs sont gratuites.

ART. 12. — Le conseil se réunit sur la convocation du président. Il doit être convoqué chaque fois que deux membres du conseil le demandent.

ART. 13. — Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si trois de ses membres au moins sont présents ou représentés. En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

ART. 14. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des

CHAPITRE IV.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

ART. 17. — L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année le deuxième dimanche du mois de décembre, à 11 heures, au siège social, dans un local indiqué sur les convocations.

ART. 18. — L'assemblée générale ordinaire délibère sur les objets figurant à l'ordre du jour.

Le conseil d'administration y présente la situation de l'association et y rend compte des recettes et dépenses effectuées pendant l'exercice écoulé.

L'assemblée générale fixera chaque année le nombre des commissaires et procédera à leur rémunération.

ART. 19. — Les convocations aux assemblées générales sont adressées par simple lettre ou circulaire aux membres, huit jours avant la réunion.

Il ne doit pas être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

L'ordre du jour est joint à la convocation.

ART. 20. — L'assemblée générale est régulièrement constituée, quel que soit le nombre de membres présents. Tous les associés ont droit à une voix.

Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des membres présents, sauf les exceptions prévues par la loi et les statuts.

En cas de parité de voix, la proposition est rejetée. A la demande d'un membre de l'assemblée, les votes se font au scrutin secret.

Modification aux statuts.

ART. 21. — L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre de chaque année.

ART. 22. — Si des difficultés surgissent, soit relativement à la lettre ou au sens des statuts, soit au sujet des résolutions prises par l'association, elles sont résolues en assemblée générale. Les membres renoncent expressément, à cet égard, par leur adhésion aux présents statuts, à toute action judiciaire.

En cas de conflit, celui-ci sera tranché par deux arbitres amiables compositeurs, choisis par chacune des parties. Si les arbitres ne sont pas d'accord, ils s'adresseront à un troisième arbitre pour les départager. S'ils ne sont pas d'accord sur le choix de ce dernier, ce troisième arbitre sera nommé par le président du tribunal.

Nomination du conseil d'administration.

Ont été nommés membres administrateurs, avec les fonctions spéciales ci-dessus indiquées :

Président : M. Meyers, Jean-Armand, avocat.

Premier vice-président : M. Philippart, Emile, avocat.

Second vice-président : M. Dor, Armand, industriel.

Secrétaire : M. Wery, Raymond-Henri, assureur-conseil.

Trésorier : M. Holoye, Léon, éditeur.

BULLETIN D'ADHESION

Je soussigné demeurant à
rue n° déclare m'inscrire comme membre : 1) effectif;
2) adhérent; 3) d'honneur.

Je vous envoie le montant soit la somme de
Membres adhérents : min. 20 francs.
P. S. — Les cotisations sont fixées comme suit :
Membres d'honneur : min. 500 francs.
Membres effectifs : min. 100 francs.

Prière de renvoyer ce bulletin à l'A. S. B. L. « L'UNION HISPANO-BELGE », Galerie de la Sauvenière, 4, à Liège.

Imprimerie Pavrez, 59, avenue Fonssy, Bruxelles.
Editeur responsable : Aug. Pavrez, 36, rue du Tabellion, XL.